



Revue de presse L'AFPS dans les médias nationaux novembre - décembre 2011

Contact presse :

Pierre Motin – presse@france-palestine.org – 01 43 72 15 79

Table des matières

<u>Participation de Jean-Claude Lefort à l'émission l'Autre séance pour un débat sur le thème « Palestine : l'Etat impossible ? » (LCP).....</u>	<u>2</u>
<u>En Israël, la justice militaire juge le militant palestinien Bassem Tamimi (La Croix).....</u>	<u>2</u>
<u>Libre, le Franco-Palestinien Salah Hamouri retrouve les siens à Jérusalem-Est (AFP).....</u>	<u>3</u>
<u>Un demi-millier de Palestiniens libérés, dont Salah Hamouri (Reuters).....</u>	<u>5</u>
<u>Israël : Un demi-millier de prisonniers libérés dont un Franc-Palestinien (20 minutes avec Reuters).....</u>	<u>6</u>
<u>Israël libéré 550 détenus palestiniens (Libération avec AFP).....</u>	<u>6</u>
<u>Plus de 500 Palestiniens libérés, dont Salah Hamouri (L'Express).....</u>	<u>7</u>
<u>Salah Hamouri, « le Français oublié » libéré (Paris Match).....</u>	<u>8</u>
<u>550 Palestiniens retrouvent leur liberté (Le Soir-Echos avec Reuters).....</u>	<u>9</u>
<u>Israël libère le Franco-Palestinien Salah Hamouri (Le Point avec AFP).....</u>	<u>10</u>
<u>Libre. Enfin Libre après 2457 jours passés dans les geôles israéliennes. Salah Hamouri a pu retrouver après 6 longues années de séparation sa mère (L'Humanité Dimanche).....</u>	<u>11</u>
<u>Interview de Renée Prangé sur la libération de Salah Hamouri (RFI en anglais).....</u>	<u>11</u>
<u>Interview de Taoufiq Tahani sur l'admission de l'Etat palestinien à l'ONU (Radio Soleil).....</u>	<u>12</u>
<u>Interview de Jean-Claude Lefort sur la prolongation de l'emprisonnement de Salah Hamouri (RFI en anglais).....</u>	<u>12</u>

Résumé :

La couverture de l'AFPS par les médias a surtout été marquée par la prolongation de l'emprisonnement de Salah puis sa libération. La reprise du communiqué de l'AFPS le 18 décembre par l'AFP et Reuters nous a permis d'être cité à de nombreuses reprises à cette occasion.



Participation de **Jean-Claude Lefort** à l'émission *L'Autre* séance pour un débat sur le thème « **Palestine : l'Etat impossible ?** » (LCP)

21.12.2011

[http://www.lcp.fr/IMG/pdf/LCP - bulletin des programmes - semaine_03-2.pdf](http://www.lcp.fr/IMG/pdf/LCP_-_bulletin_des_programmes_-_semaine_03-2.pdf)

Présenté par **christophe ruaults (26')**

L'Autre séance invite personnalités politiques, auteurs, historiens ou journalistes à analyser, débattre et échanger sur les interrogations ou les enjeux soulignés par le film.

invités :

- **Jean-Claude Lefort**, président de l'**Association France Palestine Solidarité**
- **Didier Mathus**, député socialiste de Saône-et-Loire, vice-président du groupe d'études sur la Palestine à l'Assemblée nationale
- **Jacques Tarnéro**, documentariste
- **Jean-Paul Chagnollaud**, politologue



En Israël, la justice militaire juge le militant palestinien **Bassem Tamimi (La Croix)**

20.12.2011

Valérie Chocron

http://www.la-croix.com/Actualite/S-informer/Monde/En-Israel-la-justice-militaire-juge-le-militant-palestinien-Bassem-Tamimi-EP_-2011-12-19-748538

Bassem Tamimi, Palestinien déclaré « défenseur des droits de l'homme » par l'Union européenne, est jugé depuis dix mois.

Sur la route israélienne 443 qui traverse la Cisjordanie se dresse, derrière de gros blocs de béton, la prison d'Ofer. À quelques pas, dans un dédale de grillages surmontés de barbelés, le tribunal militaire juge des Palestiniens de Cisjordanie pour des délits de droit commun et de sécurité.

C'est là que se déroule le procès de Bassem Tamimi, devenu le symbole de la résistance civile de Nabi Saleh. Depuis deux ans, ce village palestinien de 500 habitants, au nord de Ramallah, organise le vendredi des manifestations contre l'extension sur ses terres de la colonie israélienne d'Hallamish.

Bassem Tamimi a été arrêté par l'armée israélienne en mars pour son rôle dans la résistance populaire de son village. Il lui est reproché d'avoir organisé les jeunes en « brigades » et de les avoir incités à jeter des pierres contre les soldats israéliens.

« Les charges retenues contre lui sont basées sur le témoignage de deux mineurs, sur lequel on peut se poser des questions. Nous sommes presque certains qu'il n'a jamais pratiqué la violence, et l'Union européenne a décidé de le déclarer défenseur des droits de l'homme », explique Joris Van Winckel, de la section politique de l'UE pour les Territoires palestiniens. Pour affirmer la vigilance de l'Europe, des diplomates des pays de l'Union assistent à tour de rôle à chacune des audiences. Dans 99,76 % des cas, les tribunaux militaires israéliens ont condamné les accusés palestiniens

L'Union européenne a également cité le cas Tamimi devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, soulignant son inquiétude face à la détention de militants non-violents. *« Bassem Tamimi fait l'objet de cinq chefs*

d'accusation, dont trois se fondent sur une ordonnance militaire qui revient à nier le droit de manifester pour l'ensemble des Palestiniens soumis à l'occupation militaire, droit universellement reconnu », a de son côté regretté le ministre français des affaires étrangères Alain Juppé dans une lettre du 30 novembre à l'[association France Palestine Solidarité](#).

Mardi 13 décembre, la juge a appelé à la barre le policier qui a interrogé les mineurs dont les témoignages ont conduit Bassem Tamimi en prison. Les deux adolescents sont ensuite revenus sur leurs aveux, qu'ils disent avoir prononcés sous la contrainte. Si le cadre du procès est imposant – la juge, le procureur, le traducteur et la greffière portent l'uniforme israélien –, il tranche avec le ton informel et nerveux des échanges.

Assis, Bassem Tamimi, cheveux poivre et sel, regard clair et fine moustache, semble ailleurs. Il a plaidé non coupable et revendiqué l'organisation de manifestations pacifiques. « *Bien que vous prétendiez être la seule démocratie au Moyen-Orient, vous me jugez d'après des lois militaires (...) édictées par des autorités que je n'ai pas élues et qui ne me représentent pas* », a-t-il déclaré à la cour.

En 2010, dans 99,76 % des cas, selon un rapport révélé par le quotidien israélien Haaretz, les tribunaux militaires israéliens ont condamné les accusés palestiniens qui comparaissaient devant eux.



Libre, le Franco-Palestinien Salah Hamouri retrouve les siens à Jérusalem-Est (AFP)

18.12.2011

Le Franco-Palestinien Salah Hamouri, 26 ans, a retrouvé la liberté, et sa famille, dimanche soir à Jérusalem-Est, après presque sept ans de prison, dans le cadre d'un échange de prisonniers avec un soldat franco-israélien de sa génération, Gilad Shalit.

"Tout d'abord je veux remercier tous les gens qui étaient avec moi, avec la lutte des prisonniers, ma lutte et la lutte de ma famille", a déclaré le jeune militant, crâne rasé et polo blanc, des cernes sous ses yeux bleus, dans une interview à l'AFP juste après sa libération.

Il a été relâché sur la base militaire israélienne d'Atarot.

Salah Hamouri a été accueilli par ses deux parents, venus le chercher en voiture, avant de retrouver le domicile familial à Dahiyat Al-Barid, à la lisière de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, où l'attendaient quelque 300 proches et sympathisants dans une atmosphère de fête.

Au moment de son passage, un feu d'artifice a éclaté au-dessus du checkpoint israélien de Kalandia, à l'entrée de Jérusalem, à l'ombre de la barrière --"le mur de l'apartheid", selon les Palestiniens-- séparant Israël et les Territoires.

"Ma libération est une conséquence directe de notre combat, solidaire avec notre peuple, avec ma cause, la cause du peuple palestinien", a-t-il souligné à l'adresse de ceux qui l'ont soutenu.

"Je leur promets que ma libération sera le début de la lutte collective pour notre objectif commun jusqu'à la liberté de notre peuple et le retour des réfugiés palestiniens".

Il a été acclamé, embrassé et porté en triomphe par ses amis et ses supporters portant le keffieh rouge et blanc et le drapeau écarlate du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, gauche nationaliste).

Le consul général de France à Jérusalem, Frédéric Desagneux, a rendu visite pendant 40 minutes au jeune homme et à ses parents dans la soirée pour leur dire "combien nous nous réjouissons de sa libération anticipée, résultat d'une mobilisation française intense".

Dans un communiqué, le président de l'[Association France Palestine Solidarité \(AFPS\)](#), **Jean-Claude Lefort**, qui a animé son comité de soutien, s'est félicité de sa libération, tout en regrettant qu'elle ne soit pas intervenue plus tôt.

"La mobilisation déterminée d'un nombre impressionnant de personnalités, d'élus, d'artistes, d'associations, de partis et de citoyens de toutes tendances s'élevant ensemble contre cette injustice a porté ses fruits", a assuré M. Lefort dans un communiqué.

"Il est clair que sans eux, ce résultat même tardif n'aurait pas été possible", a-t-il ajouté, en dénonçant un "procès inique".

Le Parti socialiste, par la voix de son secrétaire national à la coopération, à la francophonie et aux droits de l'homme, Pouria Amirshahi, a également salué sa "liberté désormais retrouvée".

"Salah Hamouri est enfin avec les siens. Il était temps", a-t-il estimé dans un communiqué.

Sa famille et son comité de soutien en France avaient espéré qu'il sortirait de prison le 28 novembre, bénéficiant ainsi d'une libération avant terme à cause de la surpopulation carcérale en Israël, mais l'administration pénitentiaire israélienne avait fait savoir que M. Hamouri serait libérable en mars 2012, au terme de sa peine.

Le Franco-Palestinien a été élargi grâce à "l'attitude bienveillante" du rabbin Ovadia Yossef, le dirigeant spirituel du parti ultra-orthodoxe Shass, qu'il était accusé d'avoir voulu assassiner, qui a donné son aval à sa libération à la suite d'une requête du président Nicolas Sarkozy.

Un geste que la France, qui plaidait depuis 2009 en faveur d'une libération anticipée de Salah Hamouri, a "apprécié", selon le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé.

Né à Jérusalem de mère française et de père palestinien, Salah Hamouri, avait été arrêté le 13 mars 2005 et reconnu coupable en 2008 par un tribunal militaire israélien de projet d'assassinat du rabbin Yossef.

Condamné à sept ans de prison, il a toujours clamé son innocence.



Israël libère 550 Palestiniens, dont le Franco-Palestinien Salah Hamouri (AFP)

Israël a relâché dimanche 550 détenus palestiniens, dont le Franco-Palestinien Salah Hamouri, dans le cadre de la dernière phase d'un échange qui a permis la récente libération du soldat israélien Gilad Shalit, lui-aussi de nationalité française.

Le principal contingent de prisonniers (505) est arrivé tard dans la soirée à bord d'une dizaine de bus à Ramallah, le siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, tandis qu'un groupe de 41 détenus entrait au même moment dans la bande de Gaza.

Plusieurs milliers de proches ont célébré la libération des leurs devant la Mouqata'a à Ramallah, où sont situés les bureaux de la présidence palestinienne. Des scènes de liesse se sont aussi déroulées à Gaza.

"Notre joie ne sera pas complète tant que tous les prisonniers palestiniens ne seront pas rentrés dans leurs foyers", a commenté Taïeb Abdel-Rahim, un conseiller du président Mahmoud Abbas.

Par ailleurs, Salah Hamouri, 26 ans, a été relâché sur la base militaire israélienne d'Atarot, à Jérusalem-Est.

Très attendu, il a été accueilli par ses parents avant de retrouver le domicile familial où l'attendaient proches et sympathisants dans une atmosphère de fête.

- "Jusqu'à la liberté de notre peuple" -

"Je leur promets que ma libération sera le début de la lutte collective pour notre but commun jusqu'à la liberté de notre peuple et le retour des réfugiés palestiniens", a-t-il affirmé dans une interview à l'AFP.

Dans un communiqué, le président de l'**Association France Palestine Solidarité (AFPS), Jean-Claude Lefort**, qui a animé son comité de soutien, s'est félicité de sa libération, tout en regrettant qu'elle soit "tardive" et en dénonçant "un procès inique".

Né à Jérusalem de mère française et de père palestinien, Salah Hamouri, arrêté le 13 mars 2005, avait été reconnu coupable en 2008 par un tribunal militaire israélien de projet d'assassinat du rabbin Ovadia Yossef, le dirigeant spirituel du parti ultra-orthodoxe Shass.

Condamné à sept ans de prison, il a toujours clamé son innocence.

Le rabbin Yossef a finalement donné son aval à sa libération à la suite d'une requête du président Nicolas Sarkozy.

Le consul général de France à Jérusalem, Frédéric Desagneaux, a rendu visite pendant 40 minutes au Franco-Palestinien et à ses parents dans la soirée pour leur dire "combien nous nous réjouissons de sa libération anticipée, résultat d'une mobilisation française intense".

Aux termes d'un pacte conclu avec le mouvement islamiste Hamas, via une médiation égyptienne, Israël avait relâché le 18 octobre un premier contingent de 477 détenus palestiniens, le jour même de la libération de Gilad Shalit, détenu pendant plus de cinq ans au secret à Gaza.

L'accord prévoyait qu'un deuxième groupe de 550 Palestiniens serait relâché dans les deux mois.

Dans un communiqué, l'armée israélienne a fait savoir que "la seconde phase de l'opération pour le retour du sergent de 1ère classe Gilad Shalit est terminée". La Croix-Rouge internationale a assisté au transfert des détenus.

Contrairement au précédent échange, aucun des Palestiniens relâchés n'a "du sang sur les mains", selon l'expression des

autorités israéliennes signifiant qu'ils n'ont pas été impliqués dans des attentats meurtriers.

"Le choix des noms a été le fait d'Israël seul et la priorité a été accordée aux détenus du Fatah", le mouvement du président Mahmoud Abbas, a souligné un responsable gouvernemental israélien.

Parmi les prisonniers qui recouvrent la liberté, figurent six femmes et, selon l'Unicef, 55 mineurs âgés de 14 à 17 ans.

Selon l'armée israélienne, 41 détenus sont retournés dans la bande de Gaza, 2 à Jérusalem-Est --dont Salah Hamouri--, 2 en Jordanie et le reste en Cisjordanie.

La radio publique israélienne a précisé que 300 des détenus élargis dimanche devaient être libérés dans moins d'un an et que 400 avaient déjà purgé les deux tiers leur peine.



Un demi-millier de Palestiniens libérés, dont Salah Hamouri (Reuters)

18.12.2011

Jihan Abdalla et Nidal al Mughrabi; Benjamin Massot et Clément Guillou pour le service français

Israël a libéré dimanche 550 prisonniers palestiniens dans le cadre de la deuxième phase de l'échange avec le soldat franco-israélien Gilad Shalit, libéré en octobre après cinq ans de captivité dans la bande de Gaza entre les mains du Hamas.

Le Franco-Palestinien Salah Hamouri fait partie de ces prisonniers libérés à la tombée de la nuit, a annoncé le ministère français des Affaires étrangères.

Le 18 octobre, Israël avait libéré 450 prisonniers lors de la première phase du plan d'échange.

La quasi-totalité des Palestiniens ont franchi un point de passage vers la Cisjordanie, d'où ils étaient originaires. Des milliers de compatriotes les attendaient ou faisaient la fête à Ramallah, agitant des drapeaux du Fatah.

Deux bus de 41 prisonniers sont eux arrivés dans la bande de Gaza, via Rafah, escortés par la Croix-Rouge.

La plupart des prisonniers purgent des peines de prison pour tentative d'homicide, tentative d'attentats ou appartenance à un groupe terroriste.

Salah Hamouri, 26 ans, a passé six ans en prison en Israël, condamné pour tentative d'assassinat du rabbin Ovadia Yossef, chef spirituel du parti orthodoxe Shass. Il a toujours clamé son innocence. Hamouri devait être libéré le 12 mars prochain.

Dans un communiqué, Paris "remercie le Premier ministre (Benjamin Netanyahu) et le gouvernement israéliens pour ce geste demandé par le président de la République (Nicolas Sarkozy)".

Le Quai d'Orsay dit avoir "plaidé sans relâche en faveur de cette libération anticipée".

L'**association France Palestine Solidarité** estime à l'inverse "que cette libération aurait pu intervenir plus tôt si les autorités françaises s'étaient investies clairement en sa faveur comme elles l'ont fait avec force pour d'autres cas".

Le mouvement islamiste du Hamas, qui a enlevé Gilad Shalit en 2006 lors d'un raid transfrontalier, a présenté l'accord d'échange de prisonniers comme une victoire contre Israël et un succès de sa stratégie de résistance armée face à la recherche de compromis défendue par le président Mahmoud Abbas.

Gilad Shalit est rentré le 18 octobre en Israël. Conclu après une médiation de l'Égypte, cet échange d'un Israélien contre un millier de Palestiniens avait été accueilli avec un mélange de soulagement et d'amertume dans l'État hébreu.

Israël : Un demi-millier de prisonniers libérés dont un Franc-Palestinien (20 minutes avec Reuters)

19.12.2010

<http://www.20minutes.fr/ledirect/844794/israel-demi-millier-prisonniers-liberes-dont-franco-palestinien>

Israël a libéré dimanche 550 prisonniers palestiniens dans le cadre de la deuxième phase de l'échange avec le soldat franco-israélien Gilad Shalit, libéré en octobre après cinq ans de captivité dans la bande de Gaza entre les mains du Hamas.

Le Franco-Palestinien Salah Hamouri fait partie de ces prisonniers libérés à la tombée de la nuit, a annoncé le ministère français des Affaires étrangères. Le 18 octobre, Israël avait libéré 450 prisonniers lors de la première phase du plan d'échange.

Le Quai d'Orsay remercie Israël

La quasi-totalité des Palestiniens ont franchi un point de passage vers la Cisjordanie, d'où ils étaient originaires. Des milliers de compatriotes les attendaient ou faisaient la fête à Ramallah, agitant des drapeaux du Fatah. Deux bus de 41 prisonniers sont eux arrivés dans la bande de Gaza, via Rafah, escortés par la Croix-Rouge.

La plupart des prisonniers purgent des peines de prison pour tentative d'homicide, tentative d'attentats ou appartenance à un groupe terroriste. Salah Hamouri, 26 ans, a passé six ans en prison en Israël, condamné pour tentative d'assassinat du rabin Ovadia Yossef, chef spirituel du parti orthodoxe Shass. Il a toujours clamé son innocence. Hamouri devait être libéré le 12 mars prochain.

Dans un communiqué, Paris «remercie le Premier ministre (Benjamin Netanyahu) et le gouvernement israéliens pour ce geste demandé par le président de la République (Nicolas Sarkozy)». Le Quai d'Orsay dit avoir «plaidé sans relâche en faveur de cette libération anticipée». L'[association France Palestine Solidarité](#) estime à l'inverse «que cette libération aurait pu intervenir plus tôt si les autorités françaises s'étaient investies clairement en sa faveur comme elles l'ont fait avec force pour d'autres cas».



Israël libéré 550 détenus palestiniens (Libération avec AFP)

19.12.2011

<http://www.liberation.fr/monde/01012378494-israel-libere-550-detenus-palestiniens>

Israël a relâché dimanche 550 détenus palestiniens, dont le Franco-Palestinien Salah Hamouri, dans le cadre de la dernière phase d'un échange qui a permis la récente libération du soldat israélien Gilad Shalit.

Le principal contingent de prisonniers est arrivé tard dans la soirée à bord d'une dizaine de bus à Ramallah, le siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, tandis qu'un groupe de 41 détenus entrait au même moment dans la bande de Gaza. (voir la vidéo)

Plusieurs milliers de proches ont célébré la libération des leurs devant la Mouqata'a à Ramallah, où sont situés les bureaux de la présidence palestinienne. Des scènes de liesse se sont aussi déroulées à Gaza.

Salah Hamouri, arrêté en 2005

Par ailleurs, Salah Hamouri, 26 ans, a été relâché sur la base militaire israélienne d'Atarot, à Jérusalem-Est.

Très attendu, il a été accueilli par ses parents avant de retrouver le domicile familial où l'attendaient proches et sympathisants dans une atmosphère de fête.

«Je leur promets que ma libération sera le début de la lutte collective pour notre but commun jusqu'à la liberté de notre peuple et le retour des réfugiés palestiniens», a-t-il affirmé dans une interview à l'AFP.

Dans un communiqué, le président de l'**Association France Palestine Solidarité (AFPS)**, **Jean-Claude Lefort**, qui a animé son comité de soutien, s'est félicité de sa libération, tout en regrettant qu'elle soit «tardive» et en dénonçant «un procès inique».

Né à Jérusalem de mère française et de père palestinien, Salah Hamouri, arrêté le 13 mars 2005, avait été reconnu coupable en 2008 par un tribunal militaire israélien de projet d'assassinat du rabbin Ovadia Yossef, le dirigeant spirituel du parti ultra-orthodoxe Shass. Condamné à sept ans de prison, il a toujours clamé son innocence.

Le rabbin Yossef a finalement donné son aval à sa libération à la suite d'une requête du président Nicolas Sarkozy.
55 mineurs relâchés

Aux termes d'un pacte conclu avec le mouvement islamiste Hamas, via une médiation égyptienne, Israël avait relâché le 18 octobre un premier contingent de 477 détenus palestiniens, le jour même de la libération de Gilad Shalit, détenu pendant plus de cinq ans au secret à Gaza.

L'accord prévoyait qu'un deuxième groupe de 550 Palestiniens serait relâché dans les deux mois.

Dans un communiqué, l'armée israélienne a fait savoir que «la seconde phase de l'opération pour le retour du sergent de 1ère classe Gilad Shalit est terminée».

Contrairement au précédent échange, aucun des Palestiniens relâchés n'a «du sang sur les mains», selon l'expression des autorités israéliennes signifiant qu'ils n'ont pas été impliqués dans des attentats meurtriers.

«Le choix des noms a été le fait d'Israël seul et la priorité a été accordée aux détenus du Fatah», le mouvement du président Mahmoud Abbas, a souligné un responsable gouvernemental israélien.

Parmi les prisonniers qui recouvrent la liberté, figurent six femmes et, selon l'Unicef, 55 mineurs âgés de 14 à 17 ans.

Selon l'armée israélienne, 41 détenus sont retournés dans la bande de Gaza, 2 à Jérusalem-Est — dont Salah Hamouri —, 2 en Jordanie et le reste en Cisjordanie.

La radio publique israélienne a précisé que 300 des détenus élargis dimanche devaient être libérés dans moins d'un an et que 400 avaient déjà purgé les deux tiers leur peine.



Plus de 500 Palestiniens libérés, dont Salah Hamouri (L'Express)

19.10.2011

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-orient/plus-de-500-palestiniens-liberes-dont-salah-hamouri_1063031.html

La libération de ces prisonniers par Israël s'inscrit dans le cadre de la dernière phase d'un échange avec le soldat franco-israélien Gilad Shalit.

Israël a relâché dimanche 550 détenus palestiniens, dont le Franco-Palestinien Salah Hamouri, dans le cadre de la dernière phase d'un échange qui a permis la récente libération du soldat israélien Gilad Shalit, lui-aussi de nationalité française.

Le principal contingent de prisonniers (505) est arrivé tard dans la soirée à bord d'une dizaine de bus à Ramallah, le siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, tandis qu'un groupe de 41 détenus entrainé au même moment dans la bande de Gaza. Parmi les prisonniers qui recouvrent la liberté, figurent six femmes et, selon l'Unicef, 55 mineurs âgés de 14 à 17 ans.

Plusieurs milliers de proches ont célébré la libération des leurs devant la Mouqata'a à Ramallah, où sont situés les bureaux de la présidence palestinienne. Des scènes de liesse se sont aussi déroulées à Gaza. "Notre joie ne sera pas complète tant que tous les prisonniers palestiniens ne seront pas rentrés dans leurs foyers", a commenté Taïeb Abdel-Rahim, un conseiller du président Mahmoud Abbas.

Aucun n'a de "sang sur les mains"

Le mouvement islamiste du Hamas, qui a enlevé Gilad Shalit en 2006 lors d'un raid transfrontalier, a présenté l'accord d'échange de prisonniers comme une victoire contre Israël et un succès de sa stratégie de résistance armée face à la recherche de compromis défendue par le président Mahmoud Abbas.

Dans un communiqué, l'armée israélienne a fait savoir que "la seconde phase de l'opération pour le retour du sergent de 1ère classe Gilad Shalit est terminée". La Croix-Rouge internationale a assisté au transfert des détenus. Contrairement au précédent échange, aucun des Palestiniens relâchés n'a "du sang sur les mains", selon l'expression des autorités israéliennes signifiant qu'ils n'ont pas été impliqués dans des attentats meurtriers. La radio publique israélienne a précisé que 300 des détenus élargis dimanche devaient être libérés dans moins d'un an et que 400 avaient déjà purgé les deux tiers leur peine.

Salah Hamouri libre

Parmi eux, Salah Hamouri fait partie de ces prisonniers libérés. Le Franco-Palestinien de 26 ans a été relâché sur la base militaire israélienne d'Atarot, à Jérusalem-Est. Très attendu, il a été accueilli par ses parents avant de retrouver le domicile familial où l'attendaient proches et sympathisants dans une atmosphère de fête.

"Je leur promets que ma libération sera le début de la lutte collective pour notre but commun jusqu'à la liberté de notre peuple et le retour des réfugiés palestiniens", a-t-il affirmé dans une interview. Salah Hamouri a passé six ans en prison en Israël, condamné pour tentative d'assassinat du rabbin Ovadia Yossef, chef spirituel du parti orthodoxe Shass. Il a toujours clamé son innocence. Hamouri devait être libéré le 12 mars prochain.

Dans un communiqué, Paris "remercie le Premier ministre (Benjamin Netanyahu) et le gouvernement israéliens pour ce geste demandé par le président de la République (Nicolas Sarkozy)". Le Quai d'Orsay dit avoir "plaidé sans relâche en faveur de cette libération anticipée".

L'**association France Palestine Solidarité** estime à l'inverse "que cette libération aurait pu intervenir plus tôt si les autorités françaises s'étaient investies clairement en sa faveur comme elles l'ont fait avec force pour d'autres cas".



Salah Hamouri, « le Français oublié » libéré (Paris Match)

19.12.2011

Marie Desnos – [Parismatch.com](http://www.parismatch.com)

<http://www.parismatch.com/Actu-Match/Monde/Actu/Salah-Hamouri-le-Francais-oublie-libere-365731/?sitemapnews>

Le Franco-Palestinien Salah Hamouri fait partie des 550 prisonniers palestiniens libérés dimanche dans le cadre de la deuxième phase de l'accord négocié entre le Hamas et Israël pour la libération du Franco-Israélien Gilad Shalit. Une situation quelque peu paradoxale que dénoncent les proches de cet étudiant depuis près de 7 ans.

Salah Hamouri aura finalement passé 6 ans, 9 mois et 7 jours dans les geôles israéliennes. Le Franco-Palestinien a été libéré dimanche lors de la seconde phase de libération de prisonniers palestiniens, dans le cadre de l'accord conclu en octobre entre le Hamas et Israël, et qui a abouti à la libération, mardi 18 octobre, du soldat franco-israélien Gilad Shalit. Le jeune homme de 26 ans, né le 25 avril 1985 à Jérusalem, mais qui dispose de la double nationalité de par sa mère, était en effet écroué depuis le 13 mars 2005, cela même alors qu'il était libérable le 28 novembre 2011 selon les termes de son jugement relayé par la Croix Rouge et le Comité de soutien à Salah Hamouri. En effet, ce dernier aurait été condamné le 17 avril 2008 à 6 ans, 8 mois et 15 jours, après déjà plus de trois ans d'emprisonnement. Mais la justice israélienne avait au dernier moment décidé de reporter sa libération au 12 mars prochain. Finalement, Nicolas Sarkozy est intervenu pour obtenir l'insertion de son nom sur la liste des prisonniers «échangés», ce que l'Etat hébreu a fini par accepter avec l'accord du rabbin Yossef en personne -que le désormais ex-détenu est accusé d'avoir voulu tuer (cf ci-après).

Dans un communiqué, le ministère français des Affaires étrangères «se réjouit de la libération anticipée» d'Hamouri, et «remercie le Premier ministre (Benjamin Netanyahu) et le gouvernement israéliens pour ce geste demandé par le président de la République.» «La France remercie également tous ceux qui ont favorisé cette libération et tout

particulièrement le rabbin Ovadia Yossef», poursuit le document. Paris rappelle qu'il a «plaidé sans relâche en faveur de cette libération», notamment à l'occasion «des multiples démarches effectuées par notre ambassadeur à Tel Aviv», qui a «veillé durant toute sa détention à ce que Salah Hamouri bénéficie de la protection consulaire». «Des représentants de l'ambassade de France à Tel Aviv et du consulat de France à Haïfa lui ont rendu régulièrement visite», insiste le Quai d'Orsay. Alain Juppé avait ainsi rencontré ses parents lors de sa visite en Israël et dans les Territoires palestiniens en juin dernier.

«Cette libération arrive bien tard»

De son côté, **Jean-Claude Lefort**, coordinateur du Comité de soutien a écrit dimanche sur son site: «Je veux, tout d'abord dire à Salah, au nom de son Comité national de soutien, toute la joie qui est la nôtre aujourd'hui de le savoir libre. Nous partageons cette joie immense avec sa famille –avec sa mère, Denise, avec son père, Hassan, avec sa sœur, Caroline, et son frère, Amir. Salah est enfin près de vous, il est libre!» Rappelant le travail effectué depuis 4 ans, il a ensuite tenu à remercier tous ceux qui l'ont rejoint –personnalités, élus de tous les partis démocratiques qui existent en France «à part l'extrême droite», citoyens de toutes les origines ou de toutes les croyances... Puis arrive le moment des réprobations: «Bien sûr cette libération arrive bien tard à nos yeux», ajoute-t-il, soulignant que l'étudiant clame son innocence depuis le premier jour. «Pour nous, il n'aurait pas dû faire un seul jour de prison puisqu'il n'a commis aucun acte qui soit contraire au droit.» A ses yeux, et c'est ce qu'il reproche aux autorités françaises, le Franco-Palestinien a pâti d'un traitement différent de celui accordé au Franco-Israélien Gilad Shalit. «Ce que nous n'avons pas admis, (...) c'est le deux poids, deux mesures qu'elles (les autorités françaises) ont observé dans cette affaire, et cela depuis le début», dénonce Jean-Claude Lefort. «Nous ne sommes pas tombés dans une sorte d'émulation sordide alors que pourtant, on peut le constater, Salah sort de prison à l'occasion d'un échange de prisonniers lié à Gilad Shalit», constate-t-il -Salah Hamouri fait en effet partie des 550 prisonniers palestiniens libérés dimanche. De même, l'**association France Palestine Solidarité** a estimé «que cette libération aurait pu intervenir plus tôt si les autorités françaises s'étaient investies clairement en sa faveur comme elles l'ont fait avec force pour d'autres cas», rapporte Reuters.

Un manque de preuves?

Salah Hamouri, qui avait déjà été arrêté deux fois par le passé, et faisait des études de sociologie à l'université très réputée de Bethlehem, a été arrêté le 13 mars 2005 alors qu'il se rendait à Ramallah. On lui reproche d'être membre d'une organisation de jeunesse liée au Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP, illégal en Israël), mais aussi d'avoir participé à complot visant à assassiner le rabbin Ovadia Yossef, chef spirituel du parti orthodoxe Shass (ultra-orthodoxe séfearde, membre de la coalition gouvernementale), profondément anti-palestinien. Trois ans plus tard, au terme d'une procédure lente et chaotique à l'issue de laquelle le jeune homme a accepté de plaider coupable sur les conseils de son avocate, il est condamné par le tribunal militaire israélien d'Ofer à 7 ans de prison pour «complot et appartenance aux jeunes du FPLP». Depuis, ses défenseurs dénonçaient un procès inéquitable et un jugement peu motivé. D'après eux, la seule «preuve» dont disposait la justice était en effet le fait que Salah soit passé, trois mois avant son arrestation, en voiture devant le domicile du rabbin.

«Ils n'ont produit aucune preuve, ni aucun témoin pouvant confirmer cet éventuel complot», pointait du doigt sa mère, Denise Hamour, dans les colonnes d'Info Palestine en 2008. «C'est sans doute pour cela qu'ils ont dû reporter l'audience à plus de 25 reprises... Ils ont fouillé la maison de fond en comble, à la recherche d'armes. Et ils n'ont rien trouvé», assurait cette dame, née à Bourg-en-Bresse, mais qui vit en territoire palestinien depuis près de 30 ans. Ses parents reprochent aussi aux autorités françaises d'avoir négligé le sort de leur fils, contrairement à d'autres. «Nicolas Sarkozy semble vouloir aider tous les Français, sauf Salah Hamouri», déplorait son père, Hassan, restaurateur à Jérusalem-Est. «Gilad Shalit doit être libéré, Salah Hamouri doit être jugé. Voilà le message de la France...», regrettait-il avant que le tankiste ne soit libéré après plus de 5 ans d'emprisonnement. A l'époque, les politiques français invoquaient en effet l'indépendance de la justice israélienne et l'aveu de culpabilité du condamné pour justifier leur mutisme.



550 Palestiniens retrouvent leur liberté (Le Soir-Echos avec Reuters)

19.12.2011

Alae Bennani

<http://www.lesoir-echos.com/550-palestiniens-retrouvent-leur-liberte/monde/37209/>

Après un premier échange ayant permis la libération du soldat Gilaad Shalit contre 447 Palestiniens le 18 octobre, Israël

a libéré, dimanche dernier, 550 Palestiniens dont le Franco-Palestinien Salah Hamouri.

Transporté dans un cortège de voitures surexcitées, des klaxons symphoniques et entouré d'une myriade de drapeaux palestiniens, Salah Hamouri fête avec les siens son retour après sept années de prison. Agé de 26 ans seulement, son sort peut déjà être qualifié de tragique alors que son combat et son amour pour la libération du peuple palestinien ne font que croître.

Un sort tragique

La mère de Salah est heureuse mais perplexe. Elle raconte aux médias le parcours de son revenant : «*Salah a été arrêté une première fois lorsqu'il était au lycée, chez les Frères de La Salle. C'était pendant la deuxième Intifada, il avait 17 ans et était actif dans une association d'étudiants proche du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)*», raconte sa mère, Denise Hamouri. «*Il a passé trois mois en prison pour avoir collé des affiches anti-israéliennes.*»

Le 13 mars 2005, c'est la séparation et le déchirement. «*On ne s'y attendait pas du tout, une heure plus tard, les soldats sont venus fouiller notre appartement. Et nous n'avons appris qu'un mois plus tard, par la presse israélienne, pourquoi notre fils était détenu.*» poursuit Denise Hamouri. Accusé d'avoir mené un complot contre un rabbin et d'appartenir au FPLP, Salah baisse les bras et plaide coupable. Sa mère explique pourquoi : «*Il a plaidé coupable sur les conseils de son avocate, ce qui a permis de revoir à la baisse les charges retenues contre lui et de diviser par deux la peine de prison encourue.*»

Deux poids, deux mesures

Ce que les proches de Salah Hamouri reprochent à la France, c'est bien les écarts d'attention des autorités françaises apportées au Franco-Palestinien Salah et le Franco-Israélien Shalit. D'ailleurs, même si le président français Nicolas Sarkozy avait tenté en vain de faire de la pression au Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu pour une libération plus tôt, le 19 octobre dernier, le ministre de la Défense français, Gérard Longuet avait avoué n'avoir jamais entendu parler de Salah Hamouri. Une remarque jugée déplacée par l'entourage de Salah. Mais sans aucune rancune, Salah Hamouri a déclaré à la presse qu'il «*envisage de se rendre en France pour remercier tous ceux qui l'ont soutenu lors de sa détention.*» Mais, les membres de l'[association France Palestine Solidarité](#) sont mécontents en déclarant à Reuters que «*cette libération aurait pu intervenir plus tôt si les autorités françaises s'étaient investies clairement en sa faveur comme elles l'ont fait avec force pour d'autres cas.*»

Le Point.fr

Israël libère le Franco-Palestinien Salah Hamouri (Le Point avec AFP)

19.12.2011

Israël a relâché, dimanche, 550 détenus palestiniens, dont le Franco-Palestinien Salah Hamouri, dans le cadre de la dernière phase d'un échange qui a permis la récente libération du soldat israélien Gilad Shalit, lui aussi de nationalité française. Le principal contingent de prisonniers (505) est arrivé tard dans la soirée à bord d'une dizaine de bus à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie, tandis qu'un groupe de 41 détenus entrait au même moment dans la bande de Gaza.

Plusieurs milliers de proches ont célébré la libération des leurs devant la Mouqata'a à Ramallah, où sont situés les bureaux de la présidence palestinienne. Des scènes de liesse se sont aussi déroulées à Gaza. "Notre joie ne sera pas complète tant que tous les prisonniers palestiniens ne seront pas rentrés dans leurs foyers", a commenté Taïeb Abdel-Rahim, un conseiller du président Mahmoud Abbas.

Par ailleurs, Salah Hamouri, 26 ans, a été relâché sur la base militaire israélienne d'Atarot, à Jérusalem-Est. Très attendu, il a été accueilli par ses parents avant de retrouver le domicile familial où l'attendaient proches et sympathisants dans une atmosphère de fête.

"Jusqu'à la liberté de notre peuple"

"Je leur promets que ma libération sera le début de la lutte collective pour notre but commun jusqu'à la liberté de notre peuple et le retour des réfugiés palestiniens", a-t-il affirmé. Dans un communiqué, le président de l'[Association France Palestine solidarité \(AFPS\) Jean-Claude Lefort](#), qui a animé son comité de soutien, s'est félicité de sa libération, tout en regrettant qu'elle soit "tardive" et en dénonçant "un procès inique".

Né à Jérusalem de mère française et de père palestinien, Salah Hamouri, arrêté le 13 mars 2005, avait été reconnu coupable en 2008 par un tribunal militaire israélien de projet d'assassinat du rabbin Ovadia Yossef, dirigeant spirituel du parti ultra-orthodoxe Shass. Condamné à sept ans de prison, il a toujours clamé son innocence. Le rabbin Yossef a finalement donné son aval à sa libération à la suite d'une requête du président Nicolas Sarkozy.

Le consul général de France à Jérusalem, Frédéric Desagneaux, a rendu visite pendant 40 minutes au Franco-Palestinien

et à ses parents dans la soirée pour leur dire "combien nous nous réjouissons de sa libération anticipée, résultat d'une mobilisation française intense". Aux termes d'un pacte conclu avec le mouvement islamiste Hamas, via une médiation égyptienne, Israël a relâché, le 18 octobre, un premier contingent de 477 détenus palestiniens, le jour même de la libération de Gilad Shalit, détenu pendant plus de 5 ans au secret à Gaza. L'accord prévoyait qu'un deuxième groupe de 550 Palestiniens serait relâché dans les deux mois.

Dans un communiqué, l'armée israélienne a fait savoir : "La seconde phase de l'opération pour le retour du sergent de première classe Gilad Shalit est terminée." La Croix-Rouge internationale a assisté au transfert des détenus. Contrairement au précédent échange, aucun des Palestiniens relâchés n'a "du sang sur les mains", selon l'expression des autorités israéliennes qui signifie qu'ils n'ont pas été impliqués dans des attentats meurtriers. "Le choix des noms a été le fait d'Israël seul et la priorité a été accordée aux détenus du Fatah", mouvement du président Mahmoud Abbas, a souligné un responsable gouvernemental israélien.

Parmi les prisonniers qui recouvrent la liberté figurent 6 femmes et, selon l'Unicef, 55 mineurs âgés de 14 à 17 ans. Selon l'armée israélienne, 41 détenus sont retournés dans la bande de Gaza, 2 à Jérusalem-Est - dont Salah Hamouri -, 2 en Jordanie et le reste en Cisjordanie. La radio publique israélienne a précisé que 300 des détenus élargis dimanche devaient être libérés dans moins d'un an et que 400 avaient déjà purgé les deux tiers de leur peine.



Libre. Enfin Libre après 2457 jours passés dans les geôles israéliennes. Salah Hamouri a pu retrouver après 6 longues années de séparation sa mère (L'Humanité Dimanche)

23.12.2011

Libre. Enfin libre après 2457 jours passés dans les geôles israéliennes. Salah Hamouri a pu retrouver après 6 longues années de séparation sa mère Denise, sa jeune sœur Caroline et son père Hassan, à Jérusalem-Est. Ce jeune Franco-Palestinien revient dans l'entretien exclusif qu'il a donné pour «l'Humanité» du 20 décembre, sur les conditions de détention marquée par «l'isolement, la pression, des autorités israéliennes». «Elles utilisent n'importe quel prétexte sécuritaire pour briser notre volonté politique», explique-t-il. Salah, surtout, remercie l'élan de solidarité en France lancé par «l'Humanité Dimanche» et «l'Humanité», les communistes, l'Association France Palestine Solidarité (**AFPS**) qui lui a permis de tenir «moralement et psychologiquement». L'Élysée et le Quai d'Orsay, qui n'ont que trop tardivement découvert son nom, doivent réclamer des explications au gouvernement israélien pour une condamnation sans preuve, pour «délit d'intention terroriste».

Cette libération et celle de centaines de prisonniers palestiniens obtenue dans le cadre de l'échange avec le soldat israélien Gilad Shalit sur décision gouvernementale relancent la campagne pour faire libérer les 5300 militants palestiniens toujours incarcérés. Parmi eux, l'élu Marwan Barghouti, dirigeant du Fatah, artisan de la réconciliation palestinienne, demeure en prison depuis 2002 après son enlèvement par l'armée israélienne.



Interview de [Renée Prangé](#) sur la libération de Salah Hamouri (RFI en anglais)

19.12.2011



Interview de **Taoufiq Tahani** sur l'admission de l'Etat palestinien à l'ONU (Radio Soleil)

26.11.2011



Interview de **Jean-Claude Lefort** sur la prolongation de l'emprisonnement de Salah Hamouri (RFI en anglais)

28.11.2011